

Le Soudan n'est pas encore une *success story* pour le Conseil des droits de l'homme **Le Conseil doit maintenir à la fois son soutien et son suivi de la situation**

À Genève, c'est une semaine clef pour le Soudan. Alors que nous sommes entrés dans la troisième semaine de la 48^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ([CDH 48](#)), aucun projet de résolution traitant des besoins et des défis du Soudan en matière de droits humains n'a été rendue publique. Si aucun texte n'est enregistré auprès du Secrétariat du Conseil d'ici mercredi 29 septembre, aucune résolution ne sera adoptée à la fin de la session, le 8 octobre 2021.

Cela serait une première pour le Conseil. Depuis sa création, en 2006, le Conseil a adopté au moins une résolution sur le pays chaque année.

Concrètement, si le Conseil venait à s'abstenir d'adopter une résolution sur le Soudan, alors le pays quitterait discrètement l'agenda. Il n'y aurait plus de rapports formels, et plus de débats pléniers, dédiés au Soudan.

Alors que l'armée continue à exercer un [pouvoir](#) important et que les tensions [montent](#) entre les composantes civiles et militaires de l'exécutif soudanais, cela serait une décision prématurée.

Dans le pays, la situation politique, sécuritaire, économique et humanitaire reste fragile. La transition est inachevée. La justice et la redevabilité sont évanescentes, notamment pour les décennies d'atrocités liées aux conflits au Darfour, au Nil Bleu et au Kordofan du Sud, et pour les violations perpétrées dans le reste du pays, y compris le 3 juin 2019 à Khartoum. Si des progrès en matière de droits humains, notamment l'ouverture de l'[espace civique](#), ont été enregistrés, beaucoup reste à faire. Le pays doit consolider les gains de sa Révolution de 2018-2019, et empêcher tout retour en arrière. Pour être clair : nous sommes toujours loin du pays démocratique, respectant les droits humains et soumis à l'État de droit que les citoyens soudanais espéraient lorsqu'ils ont commencé à marcher pacifiquement pour demander des changements.

Pour le Conseil, le Soudan n'est pas encore une *success story*. Le pays a besoin d'un soutien et d'une surveillance continus. Cet objectif peut être atteint via ce qu'une quarantaine d'ONG soudanaises, africaines et internationales ont [proposé](#) dans une lettre — à savoir, que le Bureau de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme (HCDH) continue à faire rapport au Conseil sur une base annuelle et que ses rapports forment la base de débats sur le Soudan. Pour ce faire, le Conseil doit adopter une résolution.

Une résolution à cet effet fournirait un soutien additionnel au bureau pays du HCDH au Soudan, qui joue un rôle clef dans l'assistance aux autorités soudanaises, afin d'améliorer le respect pour les droits humains dans le pays.

Nous ne souhaitons pas nous retrouver dans une situation où, dans un an ou deux, nous regretterons la décision prise à cette session et aurons à appeler à ce que le Soudan soit à nouveau inscrit à l'agenda du Conseil.

La balle est dans le camp des autorités soudanaises. C'est à la mission permanente du Soudan à Genève de prendre l'initiative, d'accepter de discuter et de rédiger une résolution, et de conduire des négociations en vue de son adoption.

Les membres du Groupe africain devraient encourager le Soudan à suivre cette voie et à continuer à envoyer les bons signaux à la communauté internationale.